



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations  
classées**

**La préfète de la Haute-Savoie**

Annecy, le 07 avril 2026

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté n°PAIC-2026-0025 du 07/04/2026  
Portant mise en demeure de la société EUROCAST THONON  
ZI de Vongy sur le territoire de la commune de Thonon-les-Bains (74200)  
(siret : 51394655800014)**

**VU** le code de l'environnement et notamment l'article R.515-71 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

**VU** le décret du 24 juillet 2025, nommant M. Carl ACCETTONE, administrateur de l'État du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 07 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2001-2114 du 20 août 2001 autorisant la société VALFOND ALLIAGES LEGERS à poursuivre l'exploitation d'une unité de fonderie et de fabrication de produits moulés en aluminium située à Thonon-les-Bains ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014114-0002 du 24 avril 2014 mettant à jour les prescriptions applicables à l'établissement de Thonon-les-Bains, désormais exploité par la société Eurocast Thonon, notamment afin de prendre en compte les obligations de la directive 2010/75/UE ;



**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PAIC-2021-0074 du 13 juillet 2021 modifiant les prescriptions applicables à la société EUROCAST Thonon ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PAIC-2022-0076 du 29 septembre 2022 modifiant les prescriptions applicables à la société EUROCAST Thonon, ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2026 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 24 février 2026, transmis à l'exploitant par courrier recommandé 87500132259651O en date du 24 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

**VU** l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que le site exploite une fonderie soumise à la rubrique IED 3250.3.b « Exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour » pour un niveau présent sur le site de fusion de 33 tonnes par jour d'aluminium ;

**CONSIDÉRANT** que les conclusions du BREF Forges et Fonderie (SF) ont été publiées le 6 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas transmis le dossier de réexamen dans l'année suivant la parution des conclusions du BREF Forges et Fonderies (SF) conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EUROCAST de respecter l'article R.515-71 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société EUROCAST exploitant une fonderie située en zone industrielle de Vongy sur la commune de Thonon-Les-Bains (74200), est mise en demeure de déposer un dossier de réexamen conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement dans un délai de **6 mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **Article 2**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

## **Article 3**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs ainsi que sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de la commune de Thonon-les-Bains.

Pour la préfète,  
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE